

*Le budget—M. MacKay*

Sans vouloir fournir plus de précisions, il suffit de se rappeler que Terry Hunsley, directeur exécutif du Conseil canadien de développement social, a déclaré que ce budget aurait des conséquences désastreuses pour nos économiquement faibles.

Don McGillivray, courriériste respecté de l'agence Southam News, a vu dans le budget un document morne, lugubre et trompeur qui promet aux Canadiens un avenir sombre et qui ne fait rien pour le modifier.

Enfin, du côté féminin, il y a le point de vue de Dian Cohan. Je constate que le député de South West Nova (M<sup>lle</sup> Campbell) est d'accord avec ce point de vue. C'est une bonne économiste, et je suis sûr que le député serait d'accord.

**Mlle Campbell:** Je ne suis pas d'accord avec l'agence Southam News.

**M. MacKay:** Dian Cohen est une analyste économique très intelligente. Elle critique les mesures énergétiques et prédit que d'ici un an, le déficit de notre balance des paiements et notre déficit budgétaire seront plus élevés qu'à l'heure actuelle.

Que peut faire le gouvernement? En fait, que pouvons-nous faire? Je pense qu'il faut d'abord suivre le conseil de Confucius: il faut commencer notre plus grand voyage en faisant un petit pas. Je pense que nous, les députés fédéraux, devons essayer—et je demande aux ministériels d'essayer aussi—d'adopter une autre attitude que celle que nous adoptons au Canada depuis quelques années et, en fait, depuis quelques mois. Le gouvernement fédéral est le seul organe qui ait la responsabilité et le pouvoir de servir de médiateur et d'essayer d'atténuer les différends, les rivalités et les soupçons qui séparent les différentes régions du Canada et surtout ceux qui opposent le gouvernement fédéral aux différentes régions et provinces du Canada.

Nous devons remplacer l'affrontement par la conciliation, et inciter les gouvernements provinciaux à cesser de se quereller sur des questions mesquines. En agissant comme ils le font actuellement, ils nuisent à tout le monde dans notre pays, et surtout à eux-mêmes. Si le Parlement et le gouvernement ne le font pas, nous allons continuer à donner au monde entier le spectacle d'un pays en voie de devenir un pays de deuxième ordre et d'être frappé d'instabilité. La seule chose qui empêche actuellement notre pays d'acquiescer le titre d'économie du tiers monde est l'abondance de nos ressources naturelles ainsi que les marchés qui s'offrent à elles. Elles sont malheureusement exportées dans une trop large mesure à l'état de produit non fini.

**M. Waddell:** Bravo!

**M. MacKay:** Je constate que nos collègues du Nouveau parti démocratique nous apportent leur appui verbal. Je vais revenir tout à l'heure sur le rôle qu'a joué ce parti au cours des derniers mois au Parlement. Peut-être ne seront-ils plus aussi désireux de m'appuyer quand ils entendront ce que j'ai à dire.

**M. Waddell:** Nous parlons de ressources.

**M. MacKay:** Le député dit que nous parlons de ressources. Je reconnais que les politiques de son parti en matière de ressources ne manquent pas d'intérêt, sauf quand on propose de réduire la mainmise des provinces sur les ressources en remplaçant la propriété provinciale des ressources inscrite dans l'AANB par une compétence beaucoup plus restreinte, soit la gestion et le contrôle de ces ressources.

**M. Waddell:** C'est faux.

**M. MacKay:** Il est très difficile de gérer et de contrôler une ressource dont on n'est pas propriétaire. Cela crée une instabilité très marquée.

Pour comprendre ce qui se passe au Canada, il n'est pas mauvais de comparer avec ce qui s'est passé aux États-Unis, pays où le centre de gravité politique et économique s'est déplacé. Il fut un temps, peut-être du vivant de nos parents, où la région nord-est des États-Unis était le cœur de l'industrie manufacturière. Graduellement, cela a changé et l'élan s'est déplacé vers l'Ohio, puis vers la côte ouest, et se dirige maintenant vers le sud-ouest des États-Unis, le pays du soleil. Les bouleversements économiques et sociaux qui ont suivi ne semblent pas avoir provoqué les souffrances, les querelles et la mauvaise administration qui ont caractérisé notre pays et qui n'ont pu empêcher l'exode de l'industrie.

Je pense que nous pouvons en tirer une leçon. A mesure que le centre de gravité politique et économique du pays glissait de la côte est—qui était jadis la cheville ouvrière de la Confédération et qui a même constitué l'espoir et la véritable raison de notre nation—pour se déplacer progressivement vers l'Ontario et maintenant vers l'Ouest, le gouvernement n'a pas su prendre les mesures économiques qui s'imposaient pour remédier à la situation résultant de cette mutation du pouvoir économique.

Sans entrer dans les raisons historiques qui expliquent l'union canadienne, il convient de signaler l'écart qui ne cessait de grandir avant même la Confédération, lorsque la province du Canada semblait vouée à la dislocation à cause, d'une part, du mécontentement des éléments français et anglais et, d'autre part, de la crainte que les commerçants montréalais éprouvaient face à l'expansion de l'Ouest, financée, comme nous le savons, par des entreprises de Toronto. Cela semble étrangement familier, n'est-ce pas?

Il y avait des problèmes dans l'Ouest avec la Compagnie de la Baie d'Hudson. Des liens se tissaient entre la vallée du Mississippi et celle de la rivière Rouge. Les Américains remontaient la vallée du Fraser, cherchant de l'or. Autant de signes précurseurs d'un possible éclatement de cette partie de l'Amérique du Nord britannique. A cela s'ajouteraient les raids des Fénians et l'abrogation du traité de réciprocité. Nous avons connu tous ces problèmes au cours de notre histoire. Et pourtant, nous avons réussi à bâtir un pays qui, à l'époque, était tout à fait viable. Il l'est encore aujourd'hui, en dépit des problèmes qu'ont créés les mutations économiques au cours des dernières années.

Je me souviens des responsabilités que j'ai assumées dans le précédent gouvernement conservateur, et regarde mes collègues de l'autre côté—je ne vois d'ailleurs pas les ministres responsables du développement économique et du logement. J'ai pitié d'eux parce qu'en dépit de leurs incontestables bonnes intentions, ils n'ont pas réussi, dans le budget, à mettre certains des crédits à la disposition de leurs ministères et pour venir en aide aux secteurs du pays qui en ont besoin. Je regrette en particulier les mesures prises par le premier ministre, le ministre des Finances et le secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion économique régionale (M. Harquail). Je reviendrai là-dessus tout à l'heure.